

Délibération n° 2017-02-23/13

Objet : Attribution d'une indemnité de conseil à Monsieur le Trésorier Principal

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre – J. Taverne - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal – F. Boyer - J.M Leienteckers – B. Deltour – R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A. Jamet – S. Waselynck - I. Gianiel

Absents représentés : G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

Absent : B. Lledo

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 97,

Vu le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 modifiée, précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 modifié, relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

L'exposé de Monsieur Pellet entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- ✦ Autorise le règlement de l'indemnité de conseil du comptable au titre de l'exercice 2016, au taux de 100 %, sur les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité.

Le montant de cette indemnité est fixé comme suit :

- Montant brut : 1 924,98 €
- Montant net : 1 754,45 €
- Dit que la dépense est inscrite au budget de fonctionnement de la Commune 2017.
- Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 23 février 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

